



## DROIT D'ALERTE

Perpignan, le 28 octobre 2022

À Monsieur le Président du CHS CT

Par la présente et par annotation du cahier ad-hoc, les représentants signataires de Solidarités Finances, CGT Finances, FO Finances et CFDT Finances siégeant en CHS-CT déposent un droit d'alerte concernant les agents du Service des Impôts des Particuliers (SIP) de Perpignan Réart du Centre des Finances Publiques de la côte vermeille à Perpignan.

### Faits constatés et motifs :

Cela fait déjà de nombreux mois que les représentants des personnels tirent le signal d'alarme sur ce service, et sur les agissements de la responsable du SIP Réart, sans que la direction de la DDFIP 66 n'y apporte de réponse efficace.

En effet, depuis la mise en place d'une médiation décidée par la directrice sans aucune concertation syndicale, la situation s'est nettement détériorée. Sans même attendre le résultat de cette médiation, une nouvelle cellule transverse a été imposée aux agents du SIP, avec l'aval de la direction.

Avec un déficit d'effectif de moins 7 agents, sortir 5 agents des secteurs d'assiette et du recouvrement pour créer cette cellule « de renfort » est une idée rejetée par l'ensemble des agents, ne serait au départ que par rapport à la gestion extrêmement rigide des congés par la même responsable qui exige un effectif de 2 personnes minimum toute l'année dans chaque secteur. Alors, quand la même responsable charge ensuite les agents des secteurs d'attribuer eux même le travail aux collègues de cette cellule, tout est fait pour exacerber les tensions.

Cette volonté de la responsable de diviser en permanence les collègues en faisant, par exemple descendre 6 fois un secteur en réception du public, et une seule fois un autre secteur n'est compréhensible que par une volonté d'imposer autoritairement, parfois de manière grossière, une organisation injuste pour tenter de monter les collègues, les secteurs, les uns contre les autres.

Les premiers résultats de cette toxicité, à savoir autoritarisme, pression psychologique, manipulations, tentatives de divisions, chantages pour les congés et le télétravail (le tout sans aucune aide technique pour l'assiette) se font déjà ressentir très fortement. Les agents sont maintenant à bout, avec des signaux alarmants pour leur santé. Pour nous, la sécurité vitale des agents est engagée.

Nous demandons à Mme la Directrice de la DDFIP 66 d'agir, de manière impartiale, dans les plus brefs délais.